

03 -05- 1999

09 -07- 1999

EAE_NT_118

Commission paritaire de l'industrie alimentaire

51.265

/CD 118.20

Convention collective de travail du 30 avril 1999 relative aux conditions de travail et de rémunération des ouvriers occupés dans les entreprises produisant les aliments pour bétail

Chapitre I : Champ d'application

Art. 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises d'aliments pour bétail simples, composés, concentrés et mélasses, farines fourragères, nettoyage de déchets divers pour l'alimentation du bétail, aliments d'origine animale pour bétail tels que les farines d'os, de sang, de poisson, de déchets de poisson, sécherie de produits destinés à l'alimentation du bétail et clos d'équarrissage.

Par ouvriers sont visés les ouvriers masculins et féminins.

Chapitre II : Classification des ouvriers

Art. 2. Les ouvriers sont classés en cinq catégories, comme suit :

1. Manoeuvres

Ouvriers chargés d'un travail qui n'exige aucune capacité particulière et qui s'effectue sous la responsabilité directe du personnel de maîtrise ou de surveillance.

Exemples :

- convoyeurs de camions (sans responsabilité pécuniaire et/ou administrative);
- veilleurs de nuit;
- ouvriers chargés de la préparation des livraisons (manipulation des sacs et chargement des camions);
- ouvriers s'occupant du déchargement (allèges, wagons, camions, etc.);
- soutireurs simples;
- personnel s'occupant du nettoyage et de la réparation des sacs.

2. Spécialisés

Ouvriers chargés d'un travail requérant principalement des qualités d'adaptation et n'entraînant aucune responsabilité autre que celle du travail bien fait.

Exemples :

- ouvriers aidant au nettoyage de grains;
- chauffeurs (chargés uniquement de l'entretien du feu et non du fonctionnement des machines et/ou des chaudières);
- convoyeurs de camions (avec responsabilité pécuniaire et/ou administrative);
- conducteurs de véhicules (sans responsabilité pécuniaire et/ou administrative; aucune connaissance technique n'est requise);
- ouvriers s'occupant des silos de dosage de fabrication;
- ouvriers préposés aux cylindres ou aux moulins à marteaux;
- ouvriers assurant le fonctionnement des mélangeurs (ordinaires et/ou automatiques);

- ouvriers s'occupant du triage des sacs;
- soutireurs responsables du poids exact (dans les usines ne disposant pas d'une installation de pesage automatique);
- conducteurs de monorails et de "liftrucks".

3. Qualifiés

Ouvriers chargés d'un travail d'exécution diversifié exigeant habituellement de l'initiative et comportant les responsabilités de l'exécution.

Exemples :

- ouvriers préposés aux presses;
- ouvriers s'occupant de la préparation des mélanges de grains et de leur nettoyage;
- ouvriers chargés du graissage;
- ouvriers s'occupant du mélange des minéraux;
- chauffeurs de machines à vapeur et/ou de chaudières;
- conducteurs de véhicules (avec responsabilité pécuniaire et/ou administrative, ou possédant des connaissances techniques).

4. Personnel de maîtrise ou de surveillance

Personnel chargé d'un travail qui requiert une excellente qualité professionnelle et morale, une certaine aptitude au commandement, un certain sens de responsabilités et la possibilité d'exécuter tous les travaux inférieurs (brigadiers, chefs d'équipe, contremaîtres).

5. Personnel de métier

Ouvriers qui exercent dans l'entreprise un métier bien déterminé (mécaniciens, électriciens, menuisiers, maçons, etc.).

Chapitre III : Salaires horaires

Art. 3. Le 1er juin 1999, les salaires horaires minimums suivants sont d'application pour les ouvriers, quel que soit leur âge :

	38 heures / semaine	37 heures / semaine
Manoeuvres	373,80 BEF	382,60 BEF
Spécialisés	383,10 BEF	392,05 BEF
Qualifiés	392,85 BEF	402,35 BEF

Ces salaires horaires minimums sont augmentés de 6,25 BEF de l'heure au 1er juin 2000, quel que soit le régime de travail.

Art. 4. Les salaires horaires minimums du personnel de maîtrise ou de surveillance et des ouvriers de métier sont fixés par la convention entre parties suivant les usages locaux. Ils ne peuvent toutefois être inférieurs aux salaires horaires minimums des ouvriers qualifiés.

Art. 5. Pendant les six premiers mois d'occupation dans l'entreprise, à compter à partir du premier jour de la première entrée en service, un salaire d'accès est applicable, s'élevant à 90% du salaire réellement payé pour la fonction dans l'entreprise.

Les périodes d'occupation dans l'entreprise avant le 1er juin 1999 sont déduites de ces six mois. La période de six mois ne peut être appliquée qu'une seule fois par ouvrier, mais elle peut cependant être échelonnée sur plusieurs périodes d'occupation.

Une fois cette période de six mois dépassée, l'ouvrier concerné a droit à une prime s'élevant à 10% du produit résultant de la multiplication de 26 fois le salaire horaire normal, multiplié par le régime de travail convenu de l'ouvrier concerné dans l'entreprise.

Les salaires d'accès ne peuvent être invoqués pour l'application de l'article 10 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Les salaires d'accès ne peuvent être cumulés avec d'autres régimes salariaux dégressifs tels que ceux des stagiaires, apprentis industriels et étudiants.

Art. 6. En dérogation à l'article 2 de la présente convention collective de travail, les salaires minimums suivants sont d'application aux ouvriers occupés en tant qu'étudiants, comme prévu sous le titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, exprimés en pourcentage des salaires minimums mentionnés à l'article 2 :

Âge	Pourcentage
18 ans et plus	90
17 ans	80
16 ans	70
15 ans	60

Chapitre IV : Rattachement des salaires horaires à l'indice des prix à la consommation

Art. 7. Les salaires horaires minimums visés dans la présente convention collective de travail, ainsi que les salaires effectivement payés dans les entreprises, sont rattachés à l'indice des prix à la consommation, conformément à la convention collective de travail du 30 avril 1999, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie alimentaire, rattachant les salaires à l'indice des prix à la consommation. Ils correspondent à la tranche de stabilisation 100,81 inclus 104,88 exclu, telle que celle-ci résulte de l'application de la convention collective de travail précitée.

Chapitre V : Prime de travail de nuit

Art. 8. Pour l'application des dispositions des articles 9 et 10 et sans préjudice des dispositions de la loi du travail du 16 mars 1971, le travail effectué entre vingt-deux heures et six heures est considéré comme travail de nuit.

Art. 9. Le travail de nuit donne droit à un supplément de salaire de 20% sur le salaire horaire. Ce supplément de 20% peut être octroyé soit sous forme de salaire, soit sous forme de repos compensatoire payé.

Art. 10. Si le supplément pour le travail de nuit est octroyé sous forme de repos compensatoire payé, il l'est de telle façon qu'il soit apuré dans le courant du mois civil suivant.

Au cas où le repos compensatoire auquel l'ouvrier a droit est supérieur au nombre d'heures de travail d'une journée de travail normale, le supplément prévu à l'article 9 est payé sous forme de salaire.

Au cas où le repos compensatoire auquel l'ouvrier a droit est égal au nombre d'heures de travail d'une ou de plusieurs journées de travail, le supplément est octroyé sous forme de jours de repos payés ou sous forme de salaire.

Au cas où, après application des dispositions énoncées à l'alinéa précédent, il reste un solde d'heures insuffisant pour donner droit à un jour entier de repos compensatoire payé, ce solde est payé sous forme de salaire.

Chapitre VI : Prime de travail en équipes

Art. 11. Un supplément horaire minimum de :

- 13 BEF est octroyé pour le travail presté dans l'équipe du matin;
- 15 BEF est octroyé pour le travail presté dans l'équipe de l'après-midi.

Sauf stipulation contraire au règlement de travail, les heures de travail des équipes sont déterminées comme suit :

- pour l'équipe du matin : de 6 à 14 heures ;
- pour l'équipe de l'après-midi : de 14 à 22 heures.

Chapitre VII : Travaux de chargement et de déchargement

Art. 12. Les travaux de chargement et de déchargement de bateaux et péniches entraînent l'octroi d'un supplément de salaire égal à 20% lorsqu'ils sont effectués au moyen de sacs transportés à dos d'homme. Il est interdit de soulever manuellement des sacs de 100kg.

Chapitre VIII : Validité

Art. 13. La présente convention collective de travail remplace celle du 25 juin 1997, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, concernant le contrat collectif des ouvriers occupés dans les entreprises d'aliments pour bétail, rendue obligatoire par arrêté royal du 17 juin 1998 (Moniteur belge du 17 septembre 1998).

Elle produit ses effets le 1er juin 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000. Subséquemment, elle est prorogée par tacite reconduction pour des périodes consécutives d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Les régimes plus avantageux qui existaient avant l'entrée en vigueur de la présente convention collective, sont maintenus.

La convention collective de travail du 14 mars 1991, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, concernant les primes de nuit et d'équipe des ouvriers occupés dans les entreprises d'aliments pour bétail, rendue obligatoire par arrêté royal du 28 novembre 1991 (Moniteur belge du 8 janvier 1992) est abrogée à partir du 1er juin 1999.

Commentaire

Les salaires horaires minimums, mentionnés à l'article 3, sont en Euro :

	<i>38 heures/semaine</i>	<i>37 heures/semaine</i>
<i>Manoeuvres</i>	<i>9,2663 EUR</i>	<i>9,4844 EUR</i>
<i>Spécialisés</i>	<i>9,4968 EUR</i>	<i>9,7187 EUR</i>
<i>Qualifiés</i>	<i>9,7385 EUR</i>	<i>9,9740 EUR</i>

09-07-1999

M.D.

N° 51.265 / 10/118.20

19 C4

EAE_NT_.118

Paritair Comité voor de voedingsnijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1999 betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden van de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen waar veevoerders worden vervaardigd

Hoofdstuk I : Toepassingsgebied

Art. 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de ondernemingen van enkel, samengesteld, geconcentreerd en met mêlasse doortrokken veevoeder, voedingsmeel, schoonmaken van allerlei afval voor veevoeder, veevoeder van dierlijke oorsprong zoals meel van beenderen, bloed, visafval, drogerij van producten voor veevoeder en vilbeluiken.

Met arbeiders worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Hoofdstuk II : Indeling van de arbeiders

Art. 2. De arbeiders worden als volgt in vijf categorieën ingedeeld :

1. Hulparbeiders

Arbeiders belast met een taak die geen bijzondere bekwaamheid vergt en die wordt uitgevoerd onder de rechtstreekse verantwoordelijkheid van leidinggevend of toezichhoudend personeel.

Voorbeelden :

- begeleiders van vrachtwagens (zonder geldelijke en/of administratieve verantwoordelijkheid);
- nachtwakers;
- arbeiders belast met het klaarmaken van de bestellingen (behandelen van zakken en laden van vrachtwagens);
- arbeiders die tewerkgesteld zijn aan het lossen (lichters, wagons, vrachtwagens, enz...);
- gewone aftrekkers
- personeel dat tewerkgesteld is aan het reinigen en het herstellen van zakken.

2. Geoefenden

Arbeiders belast met een taak die hoofdzakelijk een goed aanpassingsvermogen vergt en geen enkele andere verantwoordelijkheid met zich brengt dan die van een degelijke uitvoering van de opgedragen arbeid.

Voorbeelden :

- arbeiders die helpen bij het reinigen van de granen;
- stokers (enkel belast met het onderhoud van de vuren en niet met de regeling van de machines en/ofketels);
- begeleiders van vrachtwagens (met geldelijke en/of administratieve verantwoordelijkheid);
- autovoerders (zonder geldelijke en/of administratieve verantwoordelijkheid; geen technische kennis gevegd);

- arbeiders belast met de bediening van silo's voor de fabricagedosering;
- arbeiders belast met de bediening van de cilinders of hamermolens;
- arbeiders, belast met de bediening van menginstallaties (gewone en/of automatische);
- personeel dat tewerkgesteld is aan het sorteren van zakken;
- aftrekkers die instaan voor het juiste gewicht (in de fabrieken die niet beschikken over een automatische weeginstallatie);
- bestuurders van monorails en "liftrucks".

3. Geschoolden

Arbeiders belast met een afwisselende uitvoeringstaak waarvoor gewoonlijk initiatief vereist is en die de verantwoordelijkheid voor de uitvoering ervan in zich sluit.

Voorbeelden :

- arbeiders belast met het bedienen van de persen;
- arbeiders belast met het klaarmaken van de graanmengelingen en met het reinigen van de granen;
- arbeiders belast met het smeren;
- arbeiders die zich bezighouden met het mengen van de mineralen;
- stokers van met stoom aangedreven machines en/of stoomketels;
- autovoerders (met geldelijke en/of administratieve verantwoordelijkheid of die technisch onderlegd zijn).

4. Leidinggevend of toezichhoudend personeel

Personeel belast met een taak die buitengewone beroeps- en morele waarde vereist, een zekere geschiktheid tot bevelen, een zekere verantwoordelijkheidszin en de mogelijkheid al de ondergeschikte taken uit te voeren (brigadiers, ploegbazen, voormannen).

5. Vaklieden

Arbeiders die in de onderneming een welbepaald beroep uitoefenen (mécaniciciens, elektriciens, schrijnwerkers, metselaars, enz...).

Hoofdstuk III : Uurlonen

Art. 3. Op 1 juni 1999 gelden volgende minimumuurlonen voor de arbeiders, ongeacht hun leeftijd :

	38 uren week	37 uren week
Hulparbeiders	373,80 BEF	382,60 BEF
Geoefenden	383,10 BEF	392,05 BEF
Geschoolden	392,85 BEF	402,35 BEF

Deze minimumuurlonen worden verhoogd met 6,25 BEF per uur op 1 juni 2000, ongeacht het arbeidsduurstelsel.

Art. 4. De minimumuurlonen van het leidinggevend of toezichhoudend personeel en van de vaklieden worden vastgesteld door de overeenkomst tussen partijen volgens de plaatselijke gebruiken. Ze mogen evenwel niet lager zijn dan de minimumuurlonen van de geschoolde arbeiders.

Art. 5. Gedurende de eerste zes maanden van tewerkstelling in de onderneming, te rekenen vanaf de eerste dag van de eerste indiensttreding, geldt een instaploun ten bedrage van 90% van het werkelijk betaalde loon van de functie in de onderneming.

De périodes van tewerkstelling in de onderneming vóór 1 juni 1999 worden in mindering gebracht op deze zes maanden. De période van zes maanden kan slechts één maal per arbeider worden toegepast maar kan evenwel gespreid worden over meerdere tewerkstellingsperiodes.

Eens deze période van zes maanden overschreden, heeft de betrokken arbeider recht op een premie ten bedrage van 10% van het product bestaande uit 26 maal het normale uurloon, vermenigvuldigd met de overeengekomen arbeidsregeling van de betrokken arbeider in de onderneming.

De instaplounen kunnen niet ingeroepen worden voor de toepassing van artikel 10 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

De instaplounen kunnen niet gecumuleerd worden met andere degressieve loonregelingen zoals deze voor stagiairs, industriële leerlingen en studenten.

Art. 6. In afwijking op artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelden voor arbeiders tewerkgesteld met een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten zoals bepaald in titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten volgende minimumlonen, uitgedrukt als een percentage van de in artikel 2 vermelde minimumlonen :

Leeftijd	Percentage
18jaar en ouder	90
17 jaar	80
16 jaar	70
15 jaar	60

Hoofdstuk IV : Koppeling van de uurlonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen

Art. 7. De bij deze collectieve arbeidsovereenkomst vastgestelde minimumuurlonen, alsook de werkelijk betaalde lonen in de onderneming worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, tot koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen. Zij stemmen overeen met de stabilisatieschijf 100,81 inbegrepen 104,88 niet inbegrepen, zoals deze voortvloeit uit de toepassing van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk V : Premie voor nachtarbeid

Art. 8. Voor de toepassing van de bepalingen van de artikelen 9 en 10 en onverminderd de bepalingen van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt het werk verricht tussen tweeëntwintig en zes uur als nachtarbeid beschouwd.

Art. 9. De nachtarbeid geeft recht op een loontoeslag van 20 % op het uurloon. Deze toeslag van 20 % kan verleend worden, hetzij in loon, hetzij in betaalde compensatierust.

Art. 10. Indien de toeslag voor nachtarbeid in betaalde compensatierust wordt verleend, dan geschiedt dit op zulke wijze dat deze in de loop van de daaropvolgende kalendermaand vereffend is.

Is de compensatierust waarop de arbeider recht heeft hoger dan het aantal arbeidsuren van een normale arbeidsdag, dan wordt de bij artikel 9 voorziene toeslag in loon uitbetaald.

Is de compensatierust waarop de arbeider recht heeft gelijk aan het aantal arbeidsuren van één of meer arbeidsdagen, dan wordt de toeslag in betaalde rustdagen of in loon verleend.

Indien, na toepassing van het in vorig lid bepaalde regeling, een saldo in uren overblijft, onvoldoende om een volledige dag betaalde compensatierust te verlenen, dan wordt het saldo in loon uitbetaald.

Hoofdstuk VI : Premie voor ploegenarbeid

Art. 11. Een minimum uurtoeslag van :

- 13 BEF wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de morgenploeg;
- 15 BEF wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de namiddagploeg.

Behalve wanneer het anders voorzien wordt in het arbeidsreglement, zijn de arbeidsuren van de ploegen als volgt vastgesteld :

- voor de morgenploeg : van 6 tot 14 uur;
- voor de namiddagploeg : van 14 tot 22 uur.

Hoofdstuk VII : Werken van laden en lossen

Art. 12. De werken van laden en lossen van schepen en schuiten geven recht op een loonbijslag van 20 % wanneer ze geschieden door middel van zakken die op de rug worden gedragen. Het manueel tillen van zakken van 100 kg is verboden.

Hoofdstuk VIII : Geldigheid

Art. 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 25 juni 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, betreffende het collectief contract van de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen waar veevoerders worden vervaardigd, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 juni 1998 (Belgisch Staatsblad van 17 september 1998).

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000. Nadien wordt zij stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende periodes van één jaar, behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden voor het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst bij een ter post aangetekende brief, gericht aan voorzitter van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Gunstigere regelingen die vóór de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst bestonden, blijven behouden.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 14 maart 1991, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, betreffende de nacht- en ploegenpremies van de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen waar veevoeders worden vervaardigd, algemeen verbindend verklaard bij koninklijkbesluit van 28 november 1991 (Belgisch Staatsblad van 8 januari 1992) wordt opgeheven met ingang van 1 juni 1999.

Commentaar

De in artikel 3 vermelde minimumuurlonen bedragen in Euro :

	<i>38 uren week</i>	<i>37 uren week</i>
<i>Hulparbeiders</i>	<i>9,2663 EUR</i>	<i>9,4844 EUR</i>
<i>Geoefenden</i>	<i>9,4968 EUR</i>	<i>9,7187 EUR</i>
<i>Geschoolden</i>	<i>9,7385 EUR</i>	<i>9,9740 EUR</i>